

TP 14491 F

**Estimations provisoires des coûts financiers et des  
revenus liés à la prestation d'infrastructures routières  
au Canada, Estimations provinciales, 2000**

**Projet d'examen de la totalité des coûts  
Direction générale de l'analyse économique  
Transports Canada  
Avril 2005**

*Historique des versions*

<b>Version</b>	<b>Date</b>	<b>Description</b>	<b>Auteur principal</b>
4	12 avril 2005	Coûts et revenus financiers de l'infrastructure routière au Canada, Estimations provinciales	J. Harris
3.1	14 mars 2005	Coûts et revenus financiers de l'infrastructure routière au Canada, Estimations provinciales	J. Harris
2	9 mars 2005	Coûts et revenus financiers de l'infrastructure routière au Canada, Estimations provinciales	J. Harris
1	8 décembre 2004	Coûts et revenus financiers de l'infrastructure routière au Canada, Estimations provinciales	J. Harris

Traduction

Publié sous le titre : Interim Estimates of the Financial Costs and Revenues Associated with the Provision of Road Infrastructure in Canada, Provincial Estimates, 2000

---

## Table des matières

1	INTRODUCTION .....	1
2	MÉTHODOLOGIE .....	3
3	COÛTS FINANCIERS DES ROUTES, PAR ADMINISTRATION .....	6
3.1	COÛTS D'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE .....	6
3.2	DÉPENSES POUR LA SURVEILLANCE POLICIÈRE DES ROUTES .....	10
3.3	COÛTS FINANCIERS TOTAUX D'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE .....	11
4	REVENUS D'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE, PAR ADMINISTRATION .....	12
4.1	REVENUS FÉDÉRAUX ET PROVINCIAUX .....	12
4.2	REVENUS MUNICIPAUX .....	13
4.3	REVENUS TOTAUX D'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE .....	17
5	ESTIMATION DU DEGRÉ DE RECOUVREMENT DES COÛTS, PAR ADMINISTRATION .....	18
	ANNEXE A PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES UTILISÉES POUR LES ESTIMATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES .....	20

*Liste des chiffres et des tableaux*

Tableau 1, Estimations et indicateurs choisis pour la répartition par Province/Territoire..	5
Tableau 2, Estimations nationales des coûts d'immobilisations - TC, 2000, en millions de dollars.....	6
Tableau 3, Dépenses nationales annuelles pour le réseau routier par palier de gouvernement, en millions de dollars historiques.....	7
Tableau 4, Répartition des coûts d'immobilisations par palier de gouvernement, en millions de dollars (année 2000).....	7
Tableau 5, Dépenses moyennes annuelles provinciales, par Administration, moyenne 1998 – 2002 en millions de dollars.....	8
Tableau 6, Estimations (TC) des coûts annuels d'immobilisations (limite inférieure), par Administration, 2000, en millions de dollars.....	8
Tableau 7, Estimations (TC) des coûts annuels d'immobilisations (limite supérieure), par Administration, 2000, en millions de dollars.....	9
Tableau 8, Coûts d'exploitation annuels moyens, 1998 –2002, par Administration, dollars historiques, en millions de dollars.....	9
Tableau 9, Estimations (TC) des coûts annuels d'infrastructure routière, par Administration, 2000, en millions de dollars.....	9
Tableau 10, Dépenses annuelles totales pour la surveillance policière, par Administration, 2000, en millions de dollars.....	10
Tableau 11, Estimations annuelles totales des coûts pour la surveillance policière des routes, par Administration, 2000, en millions de dollars.....	10
Tableau 12, Estimations des coûts financiers totaux d'infrastructure routière, par Administration, 2000, en millions de dollars.....	11
Tableau 13, Revenus annuels fédéraux et provinciaux pour les taxes sur les carburants et les redevances, 2000, en millions de dollars.....	13
Tableau 14, Estimations annuelles des revenus provinciaux pour les contraventions, 2000, en millions de dollars.....	13
Tableau 15, Estimations annuelles des impôts sur les lotissements routiers, par Administration, 2000, en millions de dollars.....	14
Tableau 16, Estimations annuelles des impositions spéciales, par Administration, 2000, en millions de dollars.....	14
Tableau 17, Redevances de stationnement annuelles, par Administration, 2000, en millions de dollars.....	15
Tableau 18, Contraventions routières municipales annuelles, par Administration, 2000, en millions de dollars.....	15

# Estimations provisoires des coûts financiers et des revenus liés à la prestation d'infrastructures routières au Canada, Estimations provinciales, 2000

## 1 Introduction

Le présent document fournit des estimations provisoires<sup>1</sup> des coûts financiers des infrastructures routières au Canada au niveau provincial et territorial, ce qui permet une comparaison avec les revenus respectifs tirés des taxes et des redevances routières. Ce document devrait être perçu comme un document d'accompagnement de l'analyse des coûts et des revenus d'infrastructure routière au niveau national présentés dans le rapport Harris 2004. Le document fait partie d'un effort de recherche conjoint fédéral-provincial-territorial sur la totalité des coûts de transport au Canada, les réseaux de transport évalués étant le transport routier, ferroviaire, aérien et maritime. Le projet, intitulé « Projet d'examen de la totalité des coûts (ETC) », est dirigé par un groupe de travail relevant du Comité de politiques et de soutien de la planification du Conseil des sous-ministres chargés des transports et de la sécurité routière.

Comme le précise le document intitulé « Projet d'examen de la totalité des coûts de transport : document de travail », le projet d'ETC suivra une approche par étape, selon laquelle les coûts financiers publics et privés seront déterminés *a priori*, et les coûts sociaux seront déterminés *a posteriori*. Les coûts sociaux désignent les répercussions sociales liées à la congestion, aux accidents, à la pollution et au bruit.

Concernant le transport routier, les étapes proposées pour le projet sont les suivantes :

1. Détermination des coûts et des revenus financiers annuels du transport routier à l'échelle nationale;
2. Détermination des coûts et des revenus financiers annuels du transport routier à l'échelle provinciale et territoriale;
3. Répartition des coûts d'infrastructure routière publique entre les véhicules ;
4. Détermination des coûts sociaux totaux et moyens liés au transport routier ;
5. Estimation des coûts marginaux financiers et sociaux liés au transport routier.

Ce document fournit des estimations provisoires des coûts et des revenus financiers liés à la prestation d'infrastructures publiques routières à l'échelle provinciale et territoriale. Les données provisoires présentées dans le document sont tirées de données financières accessibles au public. Le document se divise en deux parties : (1) Coûts financiers de l'infrastructure routière au niveau provincial et territorial et (2) Revenus financiers de

---

<sup>1</sup> Le terme « provisoire » sert à refléter la discussion courante sur la mesure de certains paramètres clés pour l'étude, notamment le niveau approprié d'intérêts et de remboursement des emprunts et le traitement de l'imposition foncière.

l'infrastructure routière au niveau provincial et territorial; dans la section finale, on évalue le degré de recouvrement des coûts par Administration pour l'année de base 2000. L'annexe A fournit une description des bases de données accessibles au public qui ont servi à dresser les estimations provisoires provinciales/territoriales<sup>2</sup> décrites dans le présent document.

---

<sup>2</sup> Veuillez noter que le terme « provincial » sera souvent utilisé dans le présent rapport comme un diminutif pour remplacer le terme « provincial-territorial » qui est correct mais lourd.

## 2 Méthodologie

La méthodologie utilisée pour élaborer les données provinciales et territoriales décrites dans le présent rapport peut être divisée en deux grandes :

- a) utilisation directe des données actuelles et accessibles au public au niveau provincial;
- b) estimations basées sur la répartition des totaux nationaux estimatifs entre les provinces en fonction d'indicateurs choisis pour lesquels on disposait de données provinciales.

La première catégorie concerne les cas où les statistiques au niveau provincial sont accessibles au public. Les principaux ensembles de données utilisés sont décrits à l'annexe A. Ces statistiques se répartissent en deux catégories principales : coûts d'exploitation des routes par Administration, et revenus d'infrastructure routière au niveau fédéral (taxes d'accise sur les carburants) et provincial (taxes sur les carburants, droits et permis).<sup>3</sup>

La deuxième catégorie concerne les données non accessibles au public, mais qui ont été estimées au niveau national en fonction de diverses sources de données disponibles dans le rapport national d'ETC de l'infrastructure routière (Harris 2004). Dans chaque catégorie, à l'exception des amendes, ces données nationales sont estimées en fonction d'une fourchette de sensibilité avec une limite inférieure et une limite supérieure. On renvoie le lecteur intéressé au rapport national pour une description détaillée des méthodologies et des définitions ayant servi à élaborer les données estimatives au niveau national. Trois grands types de données ont été estimés : coûts d'immobilisations réels annuels (soit amortissement plus coût d'opportunité du capital), dépenses de surveillance policière routière et revenus routiers municipaux. Pour ce qui est des revenus municipaux d'infrastructure routière, on a utilisé des approches particulières d'estimation en vue d'évaluer les droits d'aménagement, les droits de stationnement et les amendes, et les frais d'infrastructure routière compris dans les prix de construction.

Dans le présent document, les estimations nationales décrites ci-dessus sont réparties dans les provinces en fonction des distributions provinciales disponibles des indicateurs, les proportions d'indicateur, en tant que pourcentage des indicateurs nationaux, devant correspondre aux proportions estimatives des données provinciales par rapport aux données nationales. Par exemple, l'indicateur ayant servi à répartir les estimations nationales de TC pour 2000 des coûts d'immobilisations annuels par palier de gouvernement est la moyenne annuelle des dépenses totales pour l'infrastructure routière par palier de gouvernement, par province, de 1998 à 2002. Une liste des indicateurs utilisés et des estimations nationales correspondantes est présentée ci-dessous au Tableau 1. La majorité des indicateurs utilisés sont des regroupements auxquels sont incorporées

---

<sup>3</sup> Les coûts d'exploitation représentent de 25 à 35 % des coûts provinciaux de l'infrastructure routière, alors que les taxes et les frais sur les carburants représentent 96 % des revenus.

les variables particulières de l'infrastructure routière. Par exemple, les impôts sur les lotissements routiers sont compris dans les impôts totaux sur les lotissements. Dans le cas des coûts d'immobilisations annuels, on suppose que les dépenses totales pour le réseau routier sont représentatives de la responsabilité envers le stock de capital routier par palier de gouvernement, comme le détaille le rapport Harris 2004. Dans le cas des amendes provinciales, on suppose que leur répartition est plus ou moins proportionnelle à la population.

**Tableau 1, Estimations et indicateurs choisis pour la répartition par Province/Territoire**

Estimations	Indicateurs
<b>Estimations de TC des coûts d'immobilisations annuels, 2000</b>	Dépenses moyennes totales pour le réseau routier, 1998 - 2002
<b>Dépenses pour surveillance policière des routes, 2000</b>	Dépenses moyenne totales pour la surveillance policière, 1998 - 2002
<b>Amendes provinciales, 2000</b>	Population provinciale totale, 2000
<b>Impôts municipaux sur les lotissements liés au réseau routier, 2000</b>	Impôts moyens sur les lotissements, 1998 - 2002
<b>Impositions spéciales municipales liées au réseau routier, 2000</b>	Total moyen des impositions spéciales, 1998 - 2002
<b>Stationnement municipal, 2000</b>	Total moyen des « Autres revenus municipaux », 1998 - 2002
<b>Amendes municipales, 2000</b>	Total moyen des « Autres amendes et peines », 1998 - 2002
<b>Frais municipaux liés à l'infrastructure routière intégrés dans les prix de construction</b>	Total moyen de la valeur des investissements de nouvelles constructions, 1998 - 2002

Pour répartir les totaux nationaux entre les provinces, on s'est servi de la méthode de répartition en fonction de la distribution provinciale de l'indicateur sélectionné.

Si on prend un cas général :

Estimation provinciale = Total national × (Indicateur provincial / Somme des indicateurs provinciaux)

Si on prend un cas particulier, par exemple, les estimations de TC des coûts d'immobilisations annuels de la limite inférieure (CIA - LI), et la province de Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L.);

CIA - LI de T.-N.-L. = CIA -LI nationaux × (dépenses moyennes de T.-N.-L. pour 1998-2002 / Somme des dépenses provinciales pour 1998 -2002)

Cette méthode de répartition est utilisée pour chacune des estimations nationales, par palier de gouvernement, par province et territoire. Les sections suivantes détaillent les méthodes et les chiffres utilisés pour produire les estimations.

Aux fins du présent document, on a apporté une modification importante aux estimations nationales décrites dans le rapport Harris 2004 : une réduction des dépenses provinciales totales pour la surveillance policière prises en charge par le gouvernement fédéral (de 1 320 à 620 millions de dollars) en 2000. Cette modification vise à rendre compte des dépenses fédérales de surveillance policière de la GRC qui ne sont pas liées à la surveillance routière dans les provinces, par exemple, les dépenses de la GRC concernant uniquement les responsabilités nationales en matière de criminalité.

### 3 Coûts financiers des routes, par Administration

Dans la première partie, on évalue les coûts financiers totaux liés à la prestation d'infrastructure routière et à la surveillance policière.

#### 3.1 COÛTS D'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE

Le Tableau 2 ci-après donne les estimations annuelles de TC pour la valeur de l'infrastructure routière nationale et les coûts liés aux dépenses d'amortissement et au coût d'opportunité du capital (ou intérêts et remboursement des emprunts). Comme le détaille le rapport Harris 2004, la valeur de remplacement du stock de capital est déterminée au moyen de la méthode de l'inventaire permanent, c.-à-d. que les estimations variables de la durée de vie moyenne des immobilisations produisent les limites inférieure et supérieure du coût de remplacement net du réseau ou la valeur d'actif net. L'amortissement annuel est calculé au moyen de la méthode de l'amortissement constant, tandis que les intérêts et le remboursement des emprunts annuels sont évalués entre 5 et 10 % de la valeur de remplacement du stock de capital.

Tableau 2, Estimations nationales des coûts d'immobilisations - TC, 2000, en millions de dollars

	Inférieure	Supérieure
<b>Coût de remplacement du réseau non amorti</b>	75 769	101 884
<b>Amortissement annuel<sup>4</sup></b>	5 323	5 132
<b>Intérêts et remboursement des emprunts</b>	3 788	10 188
<b>« Coûts des ressources » du capital annuel total</b>	9 111	15 320

Afin de répartir les estimations des coûts d'immobilisations annuels de TC par palier de gouvernement, on a utilisé la moyenne quinquennale (sur la période de 1998 à 2000) des dépenses nationales pour l'infrastructure routière par palier de gouvernement en vue de produire le pourcentage des dépenses totales pour l'infrastructure routière engagées par chaque palier de gouvernement, comme l'indique le Tableau 3 ci-dessous.

<sup>4</sup> On peut voir que l'amortissement annuel est plus élevé dans le scénario de limite inférieure que dans le scénario de limite supérieure, ce qui est dû à l'utilisation d'une durée de vie supérieure dans le scénario de limite supérieure, qui donne lieu à une valeur de remplacement plus élevée du stock de capital et à un taux d'amortissement annuel plus bas.

**Tableau 3, Dépenses nationales annuelles pour le réseau routier par palier de gouvernement, en millions de dollars historiques**

	1998	1999	2000	2001	2002	Moy.	Pourcentage
<b>Fédéral</b>							
F et E	71	69	69	85	102	79	0,6 %
Immobilisations	83	68	66	83	81	76	0,6 %
Transferts	426	201	138	103	125	198	1,5 %
Dépenses brutes	580	338	273	270	308	354	2,8 %
<b>Provincial</b>							
F et E	2 479	2 478	2 516	2 568	2 520	2 512	19,5 %
Immobilisations	2 769	3 050	3 205	3 266	3 572	3 172	24,7 %
Transferts	721	883	903	558	467	707	5,5 %
Dépenses brutes	5 969	6 411	6 624	6 392	6 560	6 391	49,7 %
Transferts fédéraux	-426	-201	-138	-103	-125	-198	-1,5 %
Dépenses nettes	5 567	6 235	6 501	6 297	6 454	6 211	48,3 %
<b>Municipal</b>							
F et E	3 894	4 135	4 295	4 402	4 384	4 222	32,8 %
Immobilisations	2 407	2 440	2 885	3 041	3 132	2 781	21,6 %
Transferts provinciaux	-721	-883	-903	-558	-467	-707	-5,5 %
Dépenses nettes	5 580	5 692	6 277	6 885	7 049	6 297	49,0 %
Dépenses totales	11 727	12 266	13 050	13 452	13 810	12 861	100,0 %

Comme l'indique le Tableau 4 ci-dessous, on a calculé un pourcentage moyen pour chaque palier de gouvernement à partir des dépenses moyennes annuelles sur cinq ans. On a ensuite multiplié ces pourcentages par les estimations annuelles des coûts d'immobilisations (Tableau 2), afin de produire les estimations de TC des coûts d'immobilisations, par palier de gouvernement (Tableau 4).

**Tableau 4, Répartition des coûts d'immobilisations par palier de gouvernement, en millions de dollars (année 2000)**

	Pourcentages des dépenses totales	Coût d'imm. – Limite inférieure	Coût d'imm. – Limite supérieure
Fédéral	2,8%	251	422
Provincial	48,3%	4 393	7 387
Municipal	49,0%	4 467	7 511
Total	100,0%	9 111	15 320

On a réparti les totaux nationaux, par palier de gouvernement, entre les provinces et territoires en suivant une approche similaire, selon laquelle les totaux nationaux pour les limites inférieure et supérieure (Tableau 4 ci-dessus) sont répartis en fonction des pourcentages respectifs des dépenses moyennes provinciales et territoriales de 1998 – 2002 pour le réseau routier par rapport au total national, par palier de gouvernement (Tableau 5 ci-dessous).

Tableau 5, Dépenses moyennes annuelles provinciales, par Administration, moyenne 1998 – 2002 en millions de dollars

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Fédéral</b>														
F et E	1	0	1	1	26	13	6	4	6	21	0	0	0	79
Immobilisations	2	0	2	4	32	10	7	2	5	13	0	0	0	76
Transferts	90	4	17	31	14	11	0	9	1	3	0	1	18	198
Dépenses brutes	93	4	20	36	72	35	13	16	11	37	0	1	18	354
Pourcentage des dépenses	26,2 %	1,1 %	5,5 %	10,1 %	20,2 %	9,8 %	3,7 %	4,4 %	3,1 %	10,4 %	0,0 %	0,1 %	5,2 %	100,0 %
<b>Provincial</b>														
F et E	62	50	128	138	422	499	149	189	353	464	7	20	31	2 512
Immobilisations	127	29	47	162	789	921	98	65	263	622	3	21	25	3 172
Transferts	12	0	4	5	161	97	20	28	234	145	0	0	1	707
Dépenses brutes	201	78	180	304	1 372	1 518	266	283	851	1 231	10	41	57	6 391
Transferts fédéraux	-90	-4	-17	-31	-14	-11	0	-9	-1	-3	0	-1	-18	-198
Dépenses nettes	112	74	163	273	1 358	1 507	266	292	850	1 228	10	41	38	6 211
Pourcentage des dépenses	1,8 %	1,2 %	2,6 %	4,4 %	21,9 %	24,3 %	4,3 %	4,7 %	13,7 %	19,8 %	0,2 %	0,7 %	0,6 %	100,0 %
<b>Municipal</b>														
F et E	61	8	86	82	1 102	1 490	158	192	640	374	12	12	5	4 222
Immobilisations	32	7	40	43	558	1 135	79	96	461	319	1	7	4	2 781
Transf. prov.	-12	0	-4	-5	-161	-97	-20	-28	-234	-145	0	0	-1	-707
Dépenses nettes	81	15	121	120	1 499	2 527	218	260	868	548	13	18	8	6 297
Pourcentage des dépenses	1,3 %	0,2 %	1,9 %	1,9 %	23,8 %	40,1 %	3,5 %	4,1 %	13,8 %	8,7 %	0,2 %	0,3 %	0,1 %	100,0 %
<b>Tous les gouvernements</b>														
Total	285	93	304	429	2 929	4 069	497	567	1 729	1 813	23	60	65	12 861

Lorsqu'on multiplie les pourcentages totaux des dépenses du Tableau 5 ci-dessus par les estimations de TC des coûts d'immobilisations annuels, par palier de gouvernement (Tableau 4 ci-dessus), on obtient les limites inférieure et supérieure des coûts d'immobilisations annuels des provinces et territoires, par palier de gouvernement, (Tableaux 6 et 7 ci-dessous).

Tableau 6, Estimations (TC) des coûts annuels d'immobilisations (limite inférieure), par Administration, 2000, en millions de dollars

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YK	CANADA
Fédéral	66	3	14	25	51	25	9	11	8	26	0	0	13	251
Provincial	79	52	115	193	961	1 066	188	206	601	868	7	29	27	4 393
Municipal	57	11	86	85	1 063	1 793	154	185	615	389	9	13	6	4 467

**Tableau 7, Estimations (TC) des coûts annuels d'immobilisations (limite supérieure), par Administration, 2000, en millions de dollars**

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YK	CANADA
<b>Fédéral</b>	111	5	23	42	85	41	16	19	13	44	0	1	22	422
<b>Provincial</b>	133	88	193	325	1 615	1 792	316	347	1 011	1 460	12	48	46	7 387
<b>Municipal</b>	96	18	145	144	1 788	3 015	260	310	1 035	654	15	22	10	7 511

Les coûts moyens annuels d'exploitation par province et territoire sont tirés directement du Tableau 5 ci-dessus, dans lequel on utilise une moyenne sur cinq ans plutôt que l'année de base 2000, afin de traiter toute indivisibilité liée à la fluctuation annuelle des coûts d'exploitation.

**Tableau 8, Coûts d'exploitation annuels moyens, 1998 –2002, par Administration, dollars historiques, en millions de dollars**

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Fédéral</b>	1	0	1	1	26	13	6	4	6	21	0	0	0	79
<b>Provincial</b>	62	50	128	138	422	499	149	189	353	464	7	20	31	2 512
<b>Municipal</b>	61	8	86	82	1 102	1 490	158	192	640	374	12	12	5	4 222

En additionnant les chiffres des Tableaux 6 et 7 avec ceux du Tableau 8, on obtient les estimations (limite inférieure et limite supérieure) de TC pour les coûts annuels d'infrastructure routière en 2000, par Administration et palier de gouvernement (Tableau 9 ci-dessous).

**Tableau 9, Estimations (TC) des coûts annuels d'infrastructure routière, par Administration, 2000, en millions de dollars**

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YK	CANADA
<b>Estimations des coûts d'infrastructure routière (« limite inférieure »)</b>														
<b>Fédéral</b>	67	3	15	26	77	38	15	15	14	47	0	0	13	330
<b>Provincial</b>	141	102	243	331	1 382	1 565	337	396	955	1 332	14	49	58	6 905
<b>Municipal</b>	118	19	172	168	2 165	3 283	312	377	1 256	763	21	25	11	8 689
<b>Total</b>	326	124	430	524	3 625	4 886	664	788	2 224	2 142	35	74	82	15 924
<b>Estimations des coûts d'infrastructure routière (« limite supérieure »)</b>														
<b>Fédéral</b>	112	5	24	43	112	55	22	23	19	65	0	1	22	501
<b>Provincial</b>	195	138	322	462	2 037	2 292	465	536	1 365	1 924	19	69	77	9 899
<b>Municipal</b>	157	26	231	226	2 890	4 505	418	503	1 675	1 028	27	34	15	11 733
<b>Total</b>	463	169	577	731	5 039	6 852	904	1 062	3 059	3 017	46	103	114	22 133

### 3.2 DÉPENSES POUR LA SURVEILLANCE POLICIÈRE DES ROUTES

Comme le détaille le rapport Harris 2004, les dépenses liées à la surveillance policière des routes devraient être de l'ordre de 10 % à 60 % des dépenses totales de services de police. Le Tableau 10 ci-dessous fournit les estimations des dépenses annuelles totales pour la surveillance policière, par Administration, pour 2000.

**Tableau 10, Dépenses annuelles totales pour la surveillance policière, par Administration, 2000, en millions de dollars**

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Fédéral</b>	34	8	54	41	0	0	63	69	112	197	13	19	10	620
<b>Provincial</b>	60	8	57	42	493	523	56	63	85	143	13	18	10	1 573
<b>Municipal</b>	0	8	66	56	931	1778	134	99	369	466	0	0	0	3 907
<b>Total</b>	95	23	177	139	1424	2301	254	230	567	806	26	37	20	6 100

Les estimations provinciales sont le résultat des pourcentages (limites inférieure et supérieure), soit 10 % et 60 %, des dépenses totales pour la surveillance policière des routes appliqués aux dépenses totales par province en 2000 (Tableau 10).

**Tableau 11, Estimations annuelles totales des coûts pour la surveillance policière des routes, par Administration, 2000, en millions de dollars**

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Estimations des coûts de surveillance policière des routes (« limite inférieure »)</b>														
<b>Fédéral</b>	3	1	5	4	0	0	6	7	11	20	1	2	1	62
<b>Provincial</b>	6	1	6	4	49	52	6	6	9	14	1	2	1	157
<b>Municipal</b>	0	1	7	6	93	178	13	10	37	47	0	0	0	391
<b>Total</b>	9	2	18	14	142	230	25	23	57	81	3	4	2	610
<b>Estimations des coûts de surveillance policière des routes (« limite supérieure »)</b>														
<b>Fédéral</b>	21	5	32	25	0	0	38	41	67	118	8	11	6	372
<b>Provincial</b>	36	5	34	25	296	314	34	38	51	86	8	11	6	944
<b>Municipal</b>	0	5	40	34	559	1067	81	59	222	279	0	0	0	2 344
<b>Total</b>	57	14	106	84	855	1380	152	138	340	484	16	22	12	3 660

### 3.3 COÛTS FINANCIERS TOTAUX D'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE

Les estimations des coûts financiers totaux d'infrastructure routière par Administration et palier de gouvernement sont données ci-dessous au Tableau 12. Pour les obtenir, on a additionné les totaux des coûts d'infrastructure routière (Tableau 9) et les coûts de surveillance policière des routes (Tableau 11).

**Tableau 12, Estimations des coûts financiers totaux d'infrastructure routière, par Administration, 2000, en millions de dollars**

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU	CANADA
<b>Estimation des coûts financiers totaux (« limite inférieure »)</b>														
Fédéral	70	4	20	30	77	38	22	22	25	67	15	2	1	392
Provincial	147	103	249	335	1 432	1 618	342	402	963	1 347	59	51	15	7 063
Municipal	118	20	179	173	2 259	3 461	326	387	1 293	810	11	25	21	9 080
<b>Total</b>	<b>335</b>	<b>126</b>	<b>448</b>	<b>538</b>	<b>3 767</b>	<b>5 116</b>	<b>690</b>	<b>811</b>	<b>2 281</b>	<b>2 223</b>	<b>85</b>	<b>78</b>	<b>37</b>	<b>16 534</b>
<b>Estimation des coûts financiers totaux (« limite supérieure »)</b>														
Fédéral	132	9	56	68	112	55	59	64	87	183	30	12	6	873
Provincial	231	143	356	488	2 333	2 606	499	574	1 416	2 010	85	80	25	10 843
Municipal	157	31	271	260	3 449	5 571	498	562	1 897	1 307	15	34	27	14 077
<b>Total</b>	<b>520</b>	<b>183</b>	<b>683</b>	<b>815</b>	<b>5 893</b>	<b>8 232</b>	<b>1 056</b>	<b>1 200</b>	<b>3 399</b>	<b>3 500</b>	<b>129</b>	<b>125</b>	<b>58</b>	<b>25 793</b>

## 4 Revenus d'infrastructure routière, par Administration

Les types suivants de revenus sont compris pour chaque palier de gouvernement :

Au niveau fédéral :

- Taxe d'accise sur les carburants pour le transport routier.

Au niveau provincial/territorial :

- Taxes nettes sur les carburants pour l'utilisation du service routier<sup>5</sup>;
- Droits, revenus liés à l'immatriculation des véhicules et aux permis;<sup>6</sup>
- Contraventions.

Au niveau municipal :

- Contraventions;
- Droits de stationnement;
- Redevances d'aménagement routier et impositions spéciales;
- Part d'infrastructure intégrée au prix de construction.

Une description plus détaillée des définitions et des méthodes utilisées pour obtenir les estimations des revenus nationaux figure dans le rapport Harris 2004, les estimations des revenus routiers fédéraux et provinciaux étant généralement plus fiables que celles des revenus municipaux. On règle la difficulté liée aux estimations des revenus municipaux en utilisant une limite inférieure et une limite supérieure pour les estimations, comme on l'a fait pour les estimations des coûts annuels d'immobilisations pour l'infrastructure routière et les dépenses pour la surveillance policière des routes.

### 4.1 REVENUS FÉDÉRAUX ET PROVINCIAUX

Le Tableau 13 ci-dessous fournit des estimations des revenus nets fédéraux et provinciaux des taxes sur les carburants pour l'utilisation des services routiers. Les sources de données concernant le Tableau 13 sont décrites à l'Annexe A.

---

<sup>5</sup>Pour évaluer la taxe nette sur les carburants pour l'utilisation du service routier, on soustrait de la taxe provinciale sur le carburant, soit la TVP, dans les provinces qui imposent une TVP sur les carburants vendus au détail, ou l'équivalent de la taxe de vente provinciale appropriée (TVP) lorsqu'une province n'impose pas de TVP sur la vente de carburant au détail.

<sup>6</sup> Les péages et les coûts relatifs aux routes et ponts entretenus par le secteur privé (par exemple, l'autoroute 407 ETR) ne sont pas pris en compte ici.

**Tableau 13, Revenus annuels fédéraux et provinciaux pour les taxes sur les carburants et les redevances, 2000, en millions de dollars**

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Revenus fédéraux - Taxe sur les carburants</b>	64	22	132	121	879	1 578	139	151	539	505	1	5	5	4 142
<b>Estimation de TC : Revenus provinciaux - Taxe sur les carburants moteurs</b>	125	25	215	179	1 530	2 313	178	284	553	667	1	9	7	6 085
<b>Revenus provinciaux - redevances</b>	53	11	51	75	838	940	70	114	218	339	1	3	3	2 714

Les estimations des revenus annuels pour les contraventions se basent sur une estimation nationale de 367 millions de dollars en 2000, laquelle est répartie entre les diverses Administrations en fonction de leur pourcentage relatif de la population nationale (Tableau 14).

**Tableau 14, Estimations annuelles des revenus provinciaux pour les contraventions, 2000, en millions de dollars**

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Population (en milliers)</b>	528	137	934	751	7 357	11 685	1 147	1 008	3 005	4 039	28	41	30	30 690
<b>Pourcentage Contraventions provinciales par population</b>	1,7%	0,4%	3,0%	2,4%	24,0%	38,1%	3,7%	3,3%	9,8%	13,2%	0,1%	0,1%	0,1%	100,0%
	6	2	11	9	88	140	14	12	36	48	0,3	0,5	0,4	367

## 4.2 REVENUS MUNICIPAUX

Il existe trois sources principales de revenus municipaux. Les redevances d'aménagement (impôts sur les lotissements, impositions spéciales) concernent les charges imposées par les municipalités aux promoteurs immobiliers afin de recouvrer les coûts d'aménagement de l'infrastructure municipale. Les redevances intégrées aux prix des immeubles concernent les coûts d'infrastructure locale, lorsque les promoteurs construisent l'infrastructure locale et recouvrent leurs coûts à la vente des immeubles. Les montants pour le stationnement et les contraventions concernent les droits municipaux de stationnement et les contraventions liées au stationnement et à la circulation. En raison du degré élevé de difficulté de ces estimations municipales, le rapport national Harris 2004 établit une limite inférieure et une limite supérieure pour chacun des types de revenus municipaux.

Le problème général lié à l'estimation des revenus municipaux d'infrastructure routière réside dans le fait que les revenus routiers, en particulier, sont intégrés dans de plus larges catégories de revenus municipaux dans les tableaux de Statistique Canada; par exemple, les impôts sur les lotissements routiers sont intégrés dans la grande catégorie des impôts sur les lotissements. Dans le rapport national, on a établi des limites inférieure et

supérieure pour les estimations des revenus routiers en fonction des documents disponibles. La répartition des estimations nationales entre les diverses Administrations se base sur le pourcentage du total (p. ex. impôts sur les lotissements) auquel les revenus routiers sont intégrés (p. ex. impôts sur les lotissements routiers) par rapport au total national. On multiplie ensuite ces pourcentages par les estimations (limite inférieure et limite supérieure) des revenus routiers (p. ex. impôts sur les lotissements routiers nationaux). Les Tableaux 15 et 19 illustrent les méthodes de répartition et les indicateurs utilisés pour chaque type de revenu routier municipal.

**Tableau 15, Estimations annuelles des impôts sur les lotissements routiers, par Administration, 2000, en millions de dollars**

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Impôts sur les lotissements de STC, moyenne 1998-2000</b>														
<b>Pourcentage du total national</b>	0,0	0,0	0,0	0,2	77,0	692,4	0,0	24,9	120,7	95,6	0,1	0,0	14,8	1 026
<b>Revenus estimatifs de 2000<sup>7</sup></b>	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	7,5%	67,5%	0,0%	2,4%	11,8%	9,3%	0,0%	0,0%	1,4%	100,0%
<b>Estimation des impôts sur les lotissements routiers (« limite inférieure ») - 20 % du total</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	14,7	132,3	0,0	4,8	23,1	18,3	0,0	0,0	2,8	196
<b>(« limite supérieure ») - 50 % du total</b>	0,0	0,0	0,0	0,1	36,8	330,6	0,0	11,9	57,6	45,7	0,0	0,0	7,1	490

**Tableau 16, Estimations annuelles des impositions spéciales, par Administration, 2000, en millions de dollars**

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Impositions spéciales de STC, moyenne 1998-2000</b>														
<b>Pourcentage du total national</b>	1,8	0,1	9,6	0,1	409,3	55,8	21,7	19,1	54,6	124,5	0,0	0,2	0,0	697
<b>Revenus estimatifs de 2000<sup>7</sup></b>	0,3%	0,0%	1,4%	0,0%	58,7%	8,0%	3,1%	2,7%	7,8%	17,9%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
<b>Estimation des impositions spéciales (« limite inférieure ») - 20 % du total</b>	0,3	0,0	1,8	0,0	77,0	10,5	4,1	3,6	10,3	23,4	0,0	0,0	0,0	131
<b>(« limite supérieure ») - 50 % du total</b>	0,9	0,0	4,5	0,1	192,5	26,3	10,2	9,0	25,7	58,5	0,0	0,1	0,0	328

<sup>7</sup> Avec pourcentages appliqués au total national pour 2000

Tableau 17, Redevances de stationnement annuelles, par Administration, 2000, en millions de dollars

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Revenus « d'autres ventes de produits et de services » de STC, moyenne 1998-2000</b>	31,1	8,0	95,0	98,0	1,074,2	3,201,3	182,7	135,4	848,4	921,7	12,1	8,4	0,0	6 616
<b>Pourcentage du total national</b>	0,5 %	0,1 %	1,4 %	1,5 %	16,2 %	48,4 %	2,8 %	2,0 %	12,8 %	13,9 %	0,2 %	0,1 %	0,0 %	100,0 %
<b>Revenus estimatifs de 2000<sup>7</sup></b>	32,7	8,4	100,1	103,2	1,131,9	3,373,2	192,6	142,7	893,9	971,2	12,8	8,9	0,0	6 972
<b>Revenus de stationnement (« limite inférieure ») – 12 % du total</b>	3,9	1,0	12,0	12,4	135,8	404,8	23,1	17,1	107,3	116,5	1,5	1,1	0,0	837
<b>(« limite supérieure ») – 16 % du total</b>	5,2	1,3	16,0	16,5	181,1	539,7	30,8	22,8	143,0	155,4	2,0	1,4	0,0	1 115

Tableau 18, Contraventions routières municipales annuelles, par Administration, 2000, en millions de dollars

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Revenus « d'autres contraventions et amendes » de STC, moyenne 1998-2000</b>	1,7	0,8	4,2	1,8	225,4	151,3	9,3	9,6	75,5	17,9	0,0	0,1	0,2	498
<b>Pourcentage du total national</b>	0,3 %	0,2 %	0,8 %	0,4 %	45,3 %	30,4 %	1,9 %	1,9 %	15,2 %	3,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	100,0 %
<b>Revenus estimatifs de 2000<sup>7</sup></b>	1,8	0,8	4,3	1,9	232,7	156,2	9,6	9,9	78,0	18,5	0,0	0,1	0,2	514
<b>Estimation des revenus de contraventions (« limite inférieure ») – 40 % du total</b>	0,7	0,3	1,7	0,7	93,1	62,5	3,8	4,0	31,2	7,4	0,0	0,1	0,1	206
<b>(« limite supérieure ») – 80 % du total</b>	1,4	0,7	3,5	1,5	186,2	125,0	7,7	7,9	62,4	14,8	0,0	0,1	0,2	411

Tableau 19, Redevances annuelles intégrées aux prix des constructions, par Administration, 2000, en millions de dollars

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Investissement total dans le bâtiment<sup>8</sup>, de STC, moyenne 1998-2000</b>	857,2	258,0	1 644,1	1 180,3	13 738,2	28 483,0	1 892,7	1 696,9	8 737,5	8 535,8	79,8	192,1	102,7	67 398
<b>Pourcentage du total national</b>	1,3 %	0,4 %	2,4 %	1,8 %	20,4 %	42,3 %	2,8 %	2,5 %	13,0 %	12,7 %	0,1 %	0,3 %	0,2 %	1,000
<b>Estimation des ventes de 2000<sup>7</sup></b>	955,7	287,7	1 832,9	1 315,9	15 315,8	31 753,8	2 110,1	1 891,8	9 740,9	9 516,0	88,9	214,1	114,5	75 138
<b>Estimation des revenus pour les ventes de nouvelles constructions (« limite inférieure »)</b>														
<b>– 0,5 % du total (« limite supérieure »)</b>	4,8	1,4	9,2	6,6	76,6	158,8	10,6	9,5	48,7	47,6	0,4	1,1	0,6	376
<b>– 2 % du total</b>	19,1	5,8	36,7	26,3	306,3	635,1	42,2	37,8	194,8	190,3	1,8	4,3	2,3	1 503

Le Tableau 20 ci-dessous fournit les estimations (limite inférieure et limite supérieure) pour les revenus municipaux par Administration, en fonction de la répartition des totaux nationaux selon des indicateurs représentatifs, comme aux tableaux 15 et 19.

Tableau 20, Estimations des revenus municipaux routiers annuels, 2000, en millions de dollars

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Estimation des revenus municipaux (« limite inférieure »)</b>														
<b>Impôts sur les lotissements</b>	0	0	0	0	15	132	0	5	23	18	0	0	3	196
<b>Impositions spéciales</b>	0	0	2	0	77	11	4	4	10	23	0	0	0	131
<b>Redevances de stationnement</b>	4	1	12	12	136	405	23	17	107	117	2	1	0	837
<b>Contraventions</b>	1	0	2	1	93	62	4	4	31	7	0	0	0	206
<b>Prix des constructions</b>	5	1	9	7	77	159	11	9	49	48	0	1	1	376
<b>Estimation des revenus municipaux (« limite supérieure »)</b>														
<b>Impôts sur les lotissements</b>	0	0	0	0	37	331	0	12	58	46	0	0	7	490
<b>Impositions spéciales</b>	1	0	4	0	192	26	10	9	26	59	0	0	0	328
<b>Redevances de stationnement</b>	5	1	16	17	181	540	31	23	143	155	2	1	0	1115
<b>Contraventions</b>	1	1	3	1	186	125	8	8	62	15	0	0	0	411
<b>Prix des constructions</b>	19	6	37	26	306	635	42	38	195	190	2	4	2	1503

<sup>8</sup> L'indicateur servant à répartir la part des revenus routiers intégrés aux prix des constructions est l'investissement dans la construction plutôt que les ventes, lorsque l'investissement n'inclut pas le terrain ni l'infrastructure connexe.

### 4.3 REVENUS TOTAUX D'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE

En additionnant les données des Tableaux 13, 14 et 20, on obtient l'estimation des revenus routiers, par Administration, et palier de gouvernement (Tableau 21).

Tableau 21, Estimations des revenus annuels routiers, par Administration, 2000, en millions de dollars

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Revenus fédéraux</b>	64	22	132	121	879	1 578	139	151	539	505	1	5	5	4 142
<b>Revenus provinciaux</b>	184	38	276	262	2 456	3 392	261	410	807	1 053	2	13	10	9 165
<b>Estimation des revenus municipaux</b>														
« limite inférieure »	10	3	25	20	397	769	42	39	220	213	2	2	3	1 745
« limite supérieure »	27	8	61	44	903	1 657	91	89	484	465	4	6	10	3 847
<b>Estimation des revenus totaux</b>														
« limite inférieure »	257	63	434	403	3 732	5 739	442	600	1 567	1 772	6	20	19	15 052
« limite supérieure »	274	68	469	428	4 237	6 627	491	650	1 830	2 023	7	23	25	17 154

## 5 Estimation du degré de recouvrement des coûts, par Administration

Le pourcentage de recouvrement des coûts par Administration et palier de gouvernement peut être estimé en divisant les valeurs appropriées du Tableau 21 (revenus) par celles du Tableau 12 (coûts). Certains résultats indicatifs sont présentés dans le Tableau 22, dans lequel on compare les coûts aux revenus pour les deux types d'estimations (limite inférieure et limite supérieure).

Tableau 22, Estimation du degré de recouvrement des coûts, 2000

	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	NU	NT	YT	CANADA
<b>Estimation des coûts et des revenus (« limite inférieure »)</b>														
<b>Fédéral</b>	91 %	614 %	657 %	403 %	1144 %	4156 %	645 %	677 %	2158 %	757 %	93 %	216 %	38 %	1056 %
<b>Provincial</b>	125 %	37 %	111 %	78 %	172 %	210 %	76 %	102 %	84 %	78 %	15 %	25 %	17 %	130 %
<b>Municipal</b>	8 %	14 %	14 %	11 %	18 %	22 %	13 %	10 %	17 %	26 %	10 %	9 %	33 %	19 %
<b>Total</b>	77 %	50 %	97 %	75 %	99 %	112 %	64 %	74 %	69 %	80 %	15 %	25 %	23 %	91 %
<b>Estimation des coûts et des revenus (« limite supérieure »)</b>														
<b>Fédéral</b>	48 %	237 %	235 %	179 %	788 %	2881 %	234 %	235 %	623 %	276 %	15 %	41 %	19 %	474 %
<b>Provincial</b>	80 %	26 %	78 %	54 %	105 %	130 %	52 %	71 %	57 %	52 %	9 %	16 %	12 %	85 %
<b>Municipal</b>	17 %	25 %	22 %	17 %	26 %	30 %	18 %	16 %	25 %	36 %	14 %	18 %	65 %	27 %
<b>Total</b>	53 %	37 %	69 %	52 %	72 %	81 %	47 %	54 %	54 %	58 %	12 %	19 %	20 %	67 %

### *Références*

« Estimations provisoires des coûts financiers et des revenus liés à la prestation d'infrastructure routière au Canada, 2000 » Jeff Harris (2004), Direction générale de l'analyse économique, Transports Canada.

## **Annexe A**

### **Principales sources de données utilisées pour les estimations provinciales et territoriales**

La présente annexe décrit les principales bases et sources de données ayant servi à établir les estimations des coûts et revenus provinciaux et territoriaux d'infrastructure routière.

#### **Dépenses du gouvernement fédéral**

Cette base de données contient des statistiques provenant d'une étude annuelle menée par Transports Canada, Analyse économique des ministères fédéraux, pour le rapport annuel sur les transports. Il s'agit des dépenses d'immobilisations et d'exploitation par ministère fédéral et par province, sous différents formats. Les données sont pour différentes années, à partir de 1997.

#### **Dépenses des gouvernements provinciaux**

Cette base de données contient des statistiques provenant surtout d'une étude annuelle menée par Transports Canada, Analyse économique des ministères provinciaux des transports. Cet ensemble de données, disponible à partir de 1982, contient les dépenses d'immobilisations et d'exploitation ainsi que diverses estimations de revenus (p. ex. taxes sur les carburants, licences et permis), sous divers formes en fonction de la province.

#### **Dépenses des administrations municipales**

Cet ensemble de données, qui peut être consulté à Division des institutions publiques, Statistique Canada, contient les dépenses d'immobilisations et d'exploitation sous des formats uniformes, par province et par territoire, à partir de 1992. Les estimations des dépenses routières d'immobilisations et d'exploitation sont rassemblées dans les catégories « routes », « stationnement » et « déneigement ». Les revenus comme les contraventions, le stationnement et les redevances d'aménagement sont regroupés dans de plus vastes catégories des données publiées, respectivement : autres contraventions et amendes, autres revenus, impôts sur les lotissements et impositions spéciales. Toutefois, certaines données de revenus sont recueillies de façon plus détaillée et peuvent être consultées au moyen de demandes spéciales à DIP. Les données sont recueillies dans le cadre d'enquêtes annuelles sur un échantillon de petites municipalités et sur toutes les grandes municipalités, à savoir : « Revenus et dépenses des administrations locales » et « Administrations locales – Dépenses d'immobilisations ».

### **Base de données sur les revenus de la taxe d'accise sur les carburants de Transports Canada**

Cette base de données de Transports Canada, tenue par Analyse économique, contient des estimations des revenus provinciaux et fédéraux pour la taxe d'accise sur les carburants concernant le transport routier à partir de 1991. La principale source de la base de données, « *Bulletin trimestriel – Disponibilité et écoulement d'énergie au Canada* » (catalogue 57-203 de Statistique Canada), est ajustée en fonction des estimations de TC pour la consommation de carburant par les secteurs autres que les transports (par exemple, agriculture, mines). On redresse les données sur les revenus de la taxe sur les carburants en déduisant la taxe de vente au détail sur les carburants (p. ex. TPS, TVP) des revenus totaux de la taxe sur la vente au détail de carburants. Dans les provinces où on impose la TVP, sauf sur la vente au détail de carburants, on estime une TVP hypothétique et on la soustrait des revenus totaux provinciaux pour la taxe de vente au détail.

### **Dépenses pour la surveillance policière**

Toutes les données sur les dépenses annuelles pour la surveillance policière sont extraites de « *Les ressources policières au Canada* », (catalogue 85-225-XIE de Statistique Canada), Centre canadien de la statistique juridique.